



A propos d'X bis

Meudon, novembre 2006

Je vous remercie, ainsi que les auditeurs que la formule mystérieuse « X bis » n'a pas rebutés, de votre accueil. « X bis » est en effet le titre de l'ouvrage que Calmann-Lévy a publié l'an dernier et l'accueil que ce livre de souvenirs a reçu de la part de lecteurs juifs a encouragé le vieux meudonnais que je suis à vous en parler ou plutôt à vous décrire l'environnement de mon récit.

En fait, l'essentiel est dans le titre qui a résulté de discussions avec l'éditeur, qui tenait à sa formule de X BIS ; j'ai pu expliciter ces mots en indiquant que j'ai été un élève juif à l'École polytechnique, c'est-à-dire à l'X, sous Pétain. Il m'a fallu préciser qu'il s'agissait de mémoires sur la période 39-45, entre autres, pour contrer les critiques de camarades qui m'ont dit : « moi aussi je suis juif et je n'écris pas un livre sur mon passage à l'X - Oui, mais ce n'était pas au temps de l'occupation. » Puis refuser la formule synthétique « un juif à l'École polytechnique 1939-1945 » qui m'était proposée et qui aurait insinué que j'avais passé six ans, au lieu de deux dans cette École.

Puisque vous êtes également meudonnais, vous avez sans doute vu, page 27 du numéro de septembre de Chloroville, la revue que nous offre notre mairie, la photographie d'une polytechnicienne munie de son épée et de son bicorne ; elle déclare (je cite) qu'« après deux années de classe préparatoire j'ai pu intégrer l'X ». Donc l'X n'est plus pour vous l'inconnue, que représente souvent cette lettre. D'ailleurs cette Lorraine (c'est en tout cas son prénom) fait partie des cinq jeunes concitoyens reçus à l'X en 2006 parmi les 400 élèves français de cette promotion, et aussi des quelque 190 meudonnais dont le nom apparaît, parmi 20 000 sur l'annuaire de l'Amicale des anciens élèves de l'X. Au passage, on constate que Meudon est proportionnellement à sa population une ville très polytechnicienne et que cette proportion se maintient.

Personnellement, j'ai intégré, comme dit Lorraine, l'X, 65 ans avant elle, en 1941. Or si juin 41 est le mois où je préparais l'oral ouvrant un chemin à cette intégration, c'est aussi celui où était promulgué par Pétain un deuxième statut des juifs aggravant le premier, celui d'octobre 1940 et aussi le mois où le numerus clausus de trois pour cent décrété pour les Universités a été étendu à l'X : j'ai été soumis à ces discriminations mais elles ne m'ont pas dissuadé d'entrer en prépa. à Marseille, précisément en octobre 40, ni empêché d'intégrer l'X en septembre 41, et même d'en sortir avec un diplôme en août 43. Ces faits ont été considérés comme suffisamment étranges dans le milieu des éditeurs pour que l'un d'eux publie sur 250 pages mes souvenirs de la période 39-45. Il est vrai qu'il se nomme Calmann-Lévy.

Être reçu à l'X en 2006 vaut bien deux pages de Chloroville; mais à vous de juger si être un X classé élève bis juif en 41-43 valait ces 250 pages. La lettre X ayant perdu son mystère, il me reste à vous traduire bis, mot latin, dans le langage de l'État français : si, comme quatre autres élèves de la promotion 41, j'ai bénéficié de ce vocable ce n'était pas une allusion au fait que c'était la seconde fois (bis in idem) que je tentais cette intégration, mais c'est qu'en nous déclarant candidats en février 41 nous avions « reconnu » être juifs et prêts à en subir les conséquences, à savoir être, si nous étions reçus, des élèves payants et surtout classés « bis » c'est-à-dire hors du classement, d'où résultait le droit à la sortie à un poste dans un corps de

X RESISTANCE

5, RUE DU HAMEAU
92190 MEUDON

l'État, bref un statut d'élève étranger. J'ai d'ailleurs, à la sortie, eu mieux à faire que servir l'État français et mon récit évoque aussi mon passage dans un réseau de renseignement des F.F.C., puis sur une frégate à la recherche de sous-marins ennemis. Mais ce qui vous intéresse, c'est la présence, au temps des rafles et des étoiles jaunes, de juifs à l'École polytechnique.

Cette présence est d'autant plus étonnante que par rapport à l'École de nos cinq meudonnais, le prestige de l'X était alors encore supérieur, ne serait-ce que parce que l'ENA n'existait pas encore ; autre différence : jusqu'en 1940 il s'agissait d'une école vraiment militaire, d'où plus de la moitié des élèves sortaient dans l'armée. Or j'ai retrouvé la trace d'une cinquantaine d'élèves à l'X, qui ont été classés juifs bis sous le régime de Vichy, à partir de l'application du statut d'octobre 40 et jusqu'à la Libération. Les élèves reçus en 39 et en 40, qui s'étaient déclarés juifs, firent leurs deux années de scolarité à Lyon avec cette étiquette qui leur fut affectée fin 40 et au même temps qu'à ceux qui avaient été reçus en 38 et firent leur seconde année à Villeurbanne. Pour ces trois promotions l'étiquetage bis est apparu au cours de leur scolarité et a donné lieu à des demandes de dérogation en général sans succès.

Pour les promotions suivantes, le numerus clausus limitait l'accès des juifs à l'X. Aussi, des candidats juifs aux concours de 41, 42, 43 furent refoulés, le nombre des élèves juifs ne devant pas dépasser trois pour cent du nombre des autres élèves, ceux qui étaient dans la catégorie dite « normale ». Les bis reçus en 42 et 43 avaient perdu cette étiquette au moment de leur entrée réelle à l'école, car c'était après la Libération ; mais deux de ces quatorze (7 + 7) bis n'étaient pas revenus d'Auschwitz ; leurs noms : Jean-Pierre HELFT de la promotion 42 et Claude BRUNSCHWIG de la 43. Donc seuls les cinq juifs, dont j'étais, qui ont été reçus, avec 200 élèves normaux, au concours de 1941, furent des bis depuis leur entrée à l'École à Villeurbanne jusqu'à leur sortie.

C'est sur le parcours de ces bis, leurs relations avec les autres élèves et avec l'encadrement que j'ai centré mon livre de souvenirs, qui sont aussi ceux d'un ami, un camarade de promotion « normal », décédé en 1988, puisque mon récit s'appuie sur son journal personnel. On y trouve bien sûr des reflets des événements tragiques de l'époque, tels que l'invasion en novembre 42 par la Wehrmacht de la zone dite libre, où nous étions. L'occupation de Lyon a conduit l'École à revenir à Paris, mais sans ses quatre élèves juifs ; elle évitait ainsi de répondre à la question suscitée par ce retour et que le général commandant l'École posait à son ministre : faudra-t-il que certains élèves arborent l'étoile jaune sur leur uniforme noir ? Mais, un classement, même bis, c'est important administrativement par tous les temps ; aussi nous fûmes, en août 43, tous les quatre, convoqués à Lyon, où les rafles sévissaient, pour y affronter trois examinateurs. Ces personnages importants étaient, malgré la difficulté des déplacements, venus de Paris pour vérifier que nous avions bien travaillé, (ceci grâce aux feuilles des cours que l'École nous avait envoyées), et que nous méritions un diplôme d'ingénieur, la sanction de nos deux années d'étude : son utilisation devait évidemment être reportée à une date ultérieure et indéterminée.

Ces examens extravagants marquent la fin des rapports directs entre une École chargée de former des « chefs » dans l'esprit de la soi-disant Révolution nationale et ses élèves juifs, plus motivés par l'espoir d'un débarquement que par celui d'avoir de bonnes notes à leurs examens

En fait, tous ces espoirs se sont réalisés, mais lentement. Il reste à tenter d'expliquer un double acharnement : celui de l'École voulant mener ses élèves juifs au diplôme final pour ne pas dévaloriser un enseignement qui nous était donné à l'identique des élèves dits « normaux » et d'autre part celui de ces adolescents juifs tentant de bénéficier de cet enseignement qui ne leur ouvrait aucune carrière. Je vous proposerai un éclairage de ce second acharnement avec les termes de la lettre adressée au début de 1941 par mon père au ministre dont dépendait l'École. Il prenait note des conditions du « bis » que je deviendrais si j'étais reçu au prochain concours, mais déclarait (à ma place car j'étais encore mineur) : (je cite) « réserver expressément les droits que mon fils... pourrait tenir des dispositions légales en vigueur lors de sa sortie pour postuler aux services de l'État se recrutant à cette École ». Cet espoir de la fin du régime antisémite de l'État français qui était subtilement formulé, quoiqu'en termes administratifs, était ce qui nous donnait la justification secrète de notre présence d'élève « anormal ». Et puis l'indifférence, peut-être même l'ignorance de nos camarades vis-à-vis de la discrimination dont nous souffrions, nous donnait l'illusion, au moins jusqu'au retour de l'École à Paris, de profiter de l'esprit traditionnel de camaraderie (qui, en fait s'est souvent manifesté à mon égard surtout après la lecture de mon « X bis ».) Ces deux points de vue sont bien illustrés par les risques que nous avons subis en nous rendant à Lyon en août 1943 pour conquérir notre diplôme et par le déplacement des trois interrogateurs. Mais ce ne fut pas lors de cette sortie de l'École comme l'avait insinué la lettre de mon père mais seulement après la Libération que nous fûmes acceptés dans un grand corps de l'État. Pour l'un des 4 ce fut à titre posthume : Claude Lévy est mort à Buchenwald, au moment où il était admis dans le corps des Ponts et Chaussées.

C'est d'ailleurs ce camarade, fait prisonnier dans son maquis en 1944 qui avait été l'objet de la formule scandaleuse du général commandant l'École expliquant au CGQJ qu'il fallait refuser la dérogation demandée par, je cite, cet élève « sémite physiquement et sans doute aussi moralement ». Ce genre de comportement confirme que, sous une façade d'indifférence à notre égard, la direction de l'École cherchait à fermer sa porte aux élèves juifs, qui suscitaient bien des problèmes administratifs.

Mais cette porte ne s'est jamais fermée ; alors que, à l'ENS, par suite du statut de ses élèves et de sa localisation en zone occupée, les juifs virent leur appartenance à cette autre grande École transformée en bourses d'étude à utiliser en zone Sud, et se virent retiré leur droit de se présenter à l'agrégation et finalement à partir de 1943 à l'École même. Mais la lignée des juifs polytechniciens, telle que l'examen des noms et surtout des prénoms des parents permet de la reconstituer avec une certaine vraisemblance, ne s'est finalement jamais interrompue depuis le bordelais Pereyre qui a fait partie de la première promotion, celle de 1794. Le nombre des élèves qui se sont déclarés israélites entre 1874 et 1879, (dont Alfred Dreyfus de la promotion 1878) lorsque la religion des élèves apparaissait comme un signe particulier dans le livret de leurs matricules, est connu avec précision. Il était alors de 2,3 pour cent du nombre total des élèves dans ces six promotions. Ce ratio s'est élevé par la suite, augmentant régulièrement jusqu'à atteindre quatre à cinq pour cent, mais il ne peut être donné avec certitude avant l'application du statut des juifs de 1940 qui donnait une définition du juif et en vertu de laquelle cinq pour cent des élèves reçus en 38, 39, 40 ont « reconnu être juifs ».

Au 19^{ème} siècle, les israélites français ont œuvré pour s'intégrer dans la communauté française; et quelle meilleure preuve de cette intégration que de passer par l'École polytechnique ? C'est, en tout cas, ce qu'a exprimé le grand rabbin de France, qui avait béni le mariage d'Alfred Dreyfus et a été, discrètement, un de ses plus efficaces défenseurs. Il s'agit de Zadoc Kahn, dont d'ailleurs je suis un des arrière petits-fils, le grand rabbin de France qui avait promu la devise « Patrie et Religion ». Il a participé en mai 1894, quelques mois avant l'« interpellation » (comme on dit maintenant) d'Alfred Dreyfus, à la célébration du centenaire de l'École, aux côtés de quelques polytechniciens, plus ou moins célèbres, dont le Président de la République, Sadi Carnot, qui sera assassiné le mois suivant.

Zadoc Kahn avait alors proclamé:

« Mais cette fois-ci encore, en notre qualité d'Israélite, nous avons des motifs personnels pour fêter la naissance de la glorieuse école... L'École Polytechnique, nous pouvons le dire sans rien exagérer, a été un des principaux instruments de notre relèvement, un des leviers puissants de notre activité affranchie. Brûlant de justifier la confiance de la France dans ses nouveaux enfants adoptés par cette mère généreuse avec un amour sans réserve, ...nous entendions prendre au sérieux nos charges civiques et l'obligation de nous consacrer à notre pays. Nos familles, notre jeunesse ont considéré l'École polytechnique comme la meilleure initiation aux devoirs patriotiques et comme le moyen le plus efficace de nous élever à la hauteur de notre nouvelle situation et de mettre en œuvre nos réserves d'énergie amassées par des siècles d'inaction forcée. ...

Il faut le dire aussi à la gloire de cette noble Institution, fondée dans un esprit éminemment libéral, elle est restée toujours fidèle à ses origines, à la pensée de ses fondateurs, et a tenu ses portes ouvertes à tous ceux que leurs études, leur savoir, leurs aptitudes naturelles rendaient capables de profiter de son enseignement et de concourir avec succès à la défense du pays sur les champs de bataille ou à ses triomphes dans les luttes pacifiques de la science pure et de la science appliquée, sans jamais se soucier de leur nom, de leur origine ou de leur croyance.

.....

C'est ainsi que, dès le début de ce siècle, des jeunes gens de notre culte ont l'ambition et le bonheur de revêtir cet uniforme si envié et devenu si vite populaire. Presque pas de promotion qui ne comprenne un ou plusieurs israélites. D'année en année, nous trouvons sur les listes d'admission à l'École polytechnique des noms qui nous sont familiers... Les jeunes gens travaillent avec amour, avec passion, avec persévérance, pour gagner une victoire toujours chaudement disputée, de telle sorte qu'il y a aujourd'hui peu de familles juives qui ne puissent se faire gloire de compter un polytechnicien dans leurs rangs, et que nous en connaissons un certain nombre où déjà l'exemple du père a été suivi fidèlement par le fils, et où deux générations successives, sinon même trois, ont le droit de se parer de ce qui est aux yeux de tout le monde un titre d'honneur.

Cette cérémonie commémorative a aussi provoqué une réaction violente dont j'ai aussi trouvé la trace, aussi dans les Archives de l'École. Il s'agit d'un article d'une de nos vieilles connaissances, Édouard DRUMONT. Dans le numéro du 16 mai 1894 de sa *Libre Parole*, il injurie les polytechniciens. On trouve dans cet article de violentes critiques de notre institution, que l'on a entendues reprises parfois plus tard (comme d'ailleurs ses propos antisémites). On y apprend que (je cite) :

« ...C'est à l'École polytechnique que nous devons presque exclusivement nos désastres de 1870 ... »

Les plus doués, pour entrer à l'École, avaient fourni un travail cérébral énorme ; beaucoup avaient donné le suprême effort de leur vie ; ils regardaient dès lors leur carrière comme faite ; ils cousaient leurs cerveaux emplis de tout ce qu'ils avaient été obligés d'y mettre pour l'examen, et rien n'y entraît plus.... »

Grandis à 25 ans par tout le prestige de l'École, soutenus par une sorte de franc-maçonnerie qui avait ses beaux côtés, fermés à tout ce qui ne venait pas des « chers camarades », les Polytechniciens, avec des allures très modernes, sont restés étrangers au mouvement de leur temps et toute l'activité scientifique s'est développée en dehors d'eux. »

Mieux encore, la Libre Parole associera sa haine des Juifs et celle des Polytechniciens dans un entrefilet paru le 20 mai 1894, le lendemain du discours de Zadoc Kahn à la synagogue de la Victoire. Ses lecteurs ont pu savoir que (je cite) : *« La synagogue a fêté hier le centenaire de l'École polytechnique. Les Juifs devaient bien cela à une école qui les accueille en général avec beaucoup plus de facilité que les Chrétiens, grâce au nombre croissant des examinateurs juifs. ... Créée par les bourgeois de la Convention, l'École polytechnique, comme toutes les institutions révolutionnaires, devait finir par avoir avec la Synagogue de mystérieuses affinités. C'est un rabbin qui proclame son centenaire. Sa gloire déclinera en même temps que la puissance juive. »*

Domage que je ne puisse plus dédicacer mon livre à Drumont, grâce à qui je comprends que si, contrairement à toute attente, j'ai été reçu à l'X en 1941, c'est grâce à la complicité d'interrogateurs juifs ; il s'agit bien de mystérieuses affinités, car je n'en ai aperçu aucun lors de mes oraux. Au fond, je suis satisfait de me sentir rétrospectivement et doublement mal vu de Drumont : comme juif et comme polytechnicien. Mais, oubliant DRUMONT, vous admettez, après avoir entendu les mots du grand rabbin, mon arrière grand-père, qu'il n'est pas étonnant que je me sois acharné en 1941, me voulant, malgré Pétain, un Français comme les autres, à tenter de suivre l'exemple de mon père, de son frère, et d'entrer à l'X. En effet, c'est dans une famille qui avait compté bien des rabbins, mais qui obliquait vers l'X, que j'avais grandi, dans ce que je croyais être l'après-guerre, mais qui s'est révélé être une avant-guerre. Et ce que raconte mon livre, ce sont les tribulations pendant la guerre d'un jeune israélite français, qui a passé l'oral du concours

d'entrée à l'X quand la Wehrmacht menaçait Moscou et l'oral de sortie à Lyon au milieu des rafles, qui visaient les juifs, français ou non.

Un candidat juif au concours de 1941, un réfugié d'origine polonaise, quoique bien placé à l'issue du concours d'entrée, a été victime d'une application discutable du numerus clausus de trois pour cent ; naturalisé après la guerre, Jules HOROWITZ a joué un rôle important au CEA, dont il a été le directeur scientifique. Or, peu avant son décès, il m'avait fait part de son amertume, quand, après ce concours, la Direction de l'École, confortée par une correspondance avec son Ministre, lui avait notifié que le ratio de trois pour cent de notre numerus clausus s'appliquait non pas globalement mais par catégorie. Il eut fallu qu'il soit classé en tête de 33 candidats étrangers bien placés pour que le ratio de trois pour cent lui laisse une possibilité. Comme il était le seul étranger, l'École l'abandonna à un sort qui, évidemment, a failli être dramatique. Or vous pourrez apprécier l'espèce de repentance inconsciente qui enveloppe la désignation du grand réacteur de recherche européen, qui va être installé à Cadarache à côté d'ITER et doit préparer les développements énergétiques de la seconde moitié de notre siècle ; ce projet est nommé RJH, ce sera le réacteur Jules HOROWITZ.

Les polytechniciens ou les physiciens allemands qui participeront au RJH sauront-ils qu'ils honorent un juif d'origine polonaise, dont l'application administrative étroite du statut des juifs décrété par Pétain a failli étouffer la carrière, en le livrant aux barbares nazis !

Bernard LÉVI

